

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

Jeudi 29 juin 1978 - N° 729

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76 2, 00 F.

**Les partisans de l'attentisme désavoués**

## LA GRANDE COLERE DES BOUSSAC



Lire en page 5

**Avec les travailleurs immigrés des foyers**

## FAIRE ECHEC A STOLERU

Lire en pages 6 et 7

**Paris :**  
**des milliers  
de flics  
pour protéger  
le meeting  
fasciste**

**Puissante  
manifestation  
contre  
l'euro-fascisme**

Mardi soir, à Paris, de la Place d'Italie à Montparnasse, une puissante manifestation a riposté à l'organisation du meeting fasciste à la Mutualité. Des milliers de travailleurs ont exigé la dissolution des groupes fascistes. Depuis longtemps, on n'avait eu un tel déploiement policier dans le quartier : des milliers de flics avaient été dépêchés sur les lieux pour protéger les quelques centaines de fascistes rassemblés à la Mutualité !

(Lire en page 3)

**Renault :**  
**les grévistes  
des presses  
agressés  
par les nervis**

(Lire en page 12)

**Manifestation  
à Portsall :**  
**arsenal et  
marée noire**

Un millier de manifestants, ouvriers de l'arsenal de Brest, militants des comités Anti-Marée Noire de Brest et Lesleven, des travailleurs de Portsall, manifestaient mardi soir sur la jetée de Portsall, face à un cordon de gardes mobiles qui leur interdisait l'accès au «débat public» des Dossiers de l'Écran. Des ouvriers de l'Arsenal, qui venaient de reconduire leur grève le matin même, à 76 % (alors que l'action avait démarré il y a quelques semaines à 55 %) voulaient briser le silence sur leur lutte et les CAMN dénonçaient le débat truqué dont ils étaient exclus.

(Lire en page 4)

**Pour  
la libération  
d'Alexandre  
Guinzbourg**

Les dissidents soviétiques en exil appellent les intellectuels occidentaux à une soirée de solidarité avec Alexandre Guinzbourg, mercredi soir, au petit théâtre d'Orsay, à Paris. Dans leur appel, les dissidents soviétiques soulignent notamment qu'il est temps de «trouver des moyens d'action efficaces pour mettre en échec la nouvelle internationale des bourreaux, qu'ils soient d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique du sud ou des pays de l'Est.»

Alexandre Guinzbourg, né le 21 novembre 1936 à Moscou, d'abord tourneur dans une usine, puis journaliste et écrivain, a fait cinq ans de camp de concentration de 1967 à 1972, pour avoir écrit un «livre blanc» sur le procès Siniavski-Daniel. Animateur à Moscou du «groupe de surveillance des accords d'Helsinki» sur «les droits de l'homme», il a été à nouveau emprisonné le 3 février 1977. C'est en lui imposant un isolement total que la dictature fasciste soviétique «prépare» son procès.

## La tactique du PCF dans les luttes aujourd'hui...

... ou comment rattraper ce qui vous échappe

●Après l'échec — inattendu — de la gauche aux élections, les luttes des travailleurs reprennent. Dans cette situation qu'il n'avait pas prévue, le PCF se trouve amené à repenser sa tactique par rapport aux luttes.

Dans toute la période suivant la signature du Programme commun, la tactique était assez claire : il s'agissait d'empêcher un mouvement d'ensemble, d'épuiser la combativité ouvrière par des journées d'action sans efficacité, pour canaliser le mécontentement vers la « solution » électorale.

Aujourd'hui, il n'y a plus de Programme commun qui puisse faire illusion, ni d'échéance électorale proche. Dans ces conditions, le PCF se trouve amené à prendre en compte les luttes qui s'engagent et qui ne pourront manquer de s'amplifier. Il convient d'abord de préciser que, pour lui, il ne s'agit nullement de participer au déclenchement d'un mouvement d'ensemble pour imposer des reculs significatifs à la politique de la bourgeoisie. Au dernier comité central du PCF, il a été répété que le rôle des cellules était de contribuer « à ce que soient mis en avant, pour les faire aboutir, des objectifs limités, concrets, réalistes ».

Donc pas question d'affrontement central avec la bourgeoisie, mais l'idée ressassée que des « progrès limités » sont rendus possibles par le « nouveau rapport de forces ».

Si le rapport de forces est défavorable pour le patronat et le gouvernement, on voit mal pourquoi les revendications devraient s'en tenir à des objectifs « réalistes » au sens du PCF, c'est-à-dire acceptables par la bourgeoisie ? Il semble plutôt que la droite au pouvoir, une fois passée la menace électorale, se sent les coudées plus franches pour appliquer son plan d'inflation, de chômage et de

répression systématique des luttes. Ce qui ne fait que rendre plus pressante la nécessité d'une riposte déterminée et massive.

Sur quoi s'appuient les dirigeants du PCF pour juger que le rapport des forces est favorable ? Il s'agit des acquis de la propagande sur le Programme commun. Pour Juquin de France Nouvelle « n'est-ce pas un acquis, par exemple, que le progrès, au cours des six dernières années, de l'idée de nationalisation, depuis l'industrie pharmaceutique — premier secteur où elle devint majoritaire — jusqu'à la sidérurgie à la suite du référendum organisé par les communistes ? »

Ah, bon ? Nous n'avons pas remarqué que les ouvriers de Renault se battaient pour la nationalisation de leur entreprise, qui, selon des sources dignes de foi, serait déjà nationalisée depuis pas mal d'années.

Ne parlons pas des arsenaux, qui sont dans le même cas. Où et quand aurait-on vu que les ouvriers de chez Moulinex se battent pour la nationalisation de leur entreprise ? Quelles voix a-t-on entendu s'élever pour exiger la nationalisation de leur entreprise ? Quelles voix a-t-on entendu s'élever pour exiger la nationalisation de Boussac ? Pour ce qui est des sidérurgistes de Lorraine, nombre d'entre eux se trouvent licenciés ou déplacés après que le PCF et la CGT leur ait fait miroiter la nationalisation de la sidérurgie... si la gauche passait, et encore avec un Programme commun « bien actualisé ». Il y a quelque chose de grippé dans le raisonnement de Juquin.

François NOLET

### Du PS au RPR

La Lettre de la Nation fait état de la démission d'un dirigeant national du Mouvement de la Jeunesse Socialiste... pour rejoindre le RPR. Selon Pascal Perrichon, de l'Essonne, « on constate une convergence objective entre certains thèmes du PS et du RPR, entre autres ceux de l'autogestion et de la participation (...) le RPR, héritier des idées sociales généreuses de la V<sup>e</sup> République, offre une perspective social-démocrate réaliste des affaires nationales ». Ce jeune ajoute : « Mes convictions socialistes restent intactes ». Ont-elles jamais existé ?

### Barre à Nice

Poursuivant son cycle des voyages de province, Barre se rendra le 8 juillet dans les Alpes Maritimes. Il visitera notamment le parc d'activités de Valbonne et aura diverses réunions avec les élus du département. Il se rendra également à Nice où il rencontrera Médecin, de retour d'Argentine.

**Rectificatif :** Nous écrivions à la une de notre édition d'hier : « La proposition gouvernementale d'augmenter le SMIC d'un peu plus de 20 %... ». Certes non ! Il fallait lire « d'un peu plus de 2 % ».

## Indice officiel des prix : + 1 %

# UN BON INDICE, SI...

La hausse des prix pour le mois de mai aura été, selon l'indice officiel, de 1 %. Du côté gouvernemental, on s'extasie sur le fait que cet indice serait meilleur que celui du mois précédent (1,1 %). Tout de même, c'est un indice qui laisse prévoir, pour l'année, un taux officiel supérieur à 12 %. Dans son discours à Pau, Barre avait pris les devants en expliquant que l'indice ne serait pas très bon, en raison de l'augmentation des prix agricoles. Et d'expliquer que cette augmentation, « nécessaire pour nos agriculteurs », ne se répercuterait qu'une fois.

Les augmentations « qui n'auront lieu qu'une fois » commencent à prendre des tournures d'habitudes bien ancrées. Mardi, aux informations télévisées, un journaliste aux ordres commençait à expliquer que l'indice des prix n'était en fait que de 0,5 %... s'il n'y avait pas eu les hausses de tarifs publics. Bref, une cause « exceptionnelle ».

Signalons que cette hausse est étalée sur trois

mois. On pourra donc nous refaire le coup encore deux fois.

En exclusivité, nous sommes en mesure d'annoncer que l'indice de juin aurait dû ne pas être trop mauvais, mais que des circonstances exceptionnelles contribueront à son augmentation. En effet, la suite de la hausse des tarifs publics, l'augmentation du tabac, les premiers effets de la libération des prix industriels influenceront négativement sur une conjoncture qui avait tendance à s'améliorer.

L'indice du mois de juillet n'aurait pas été trop mauvais, mais il faudra tenir compte de facteurs exceptionnels, tels que la troisième vague de l'augmentation des tarifs publics, la seconde vague due à la libéralisation des prix industriels, l'augmentation du prix des produits pétroliers (y compris fuel industriel et fuel domestique) qui auront des incidences, mais seulement une fois, sur le coût des marchandises transportées, du chauffage, etc...

Nous ne manquerons



Un bon indice si... il n'y avait pas les hausses à la SNCF et toutes les autres.

pas d'informer nos lecteurs la prochaine fois qu'un bon indice sera publié, en précisant les causes pour lesquels il est moins bon qu'il n'aurait dû être, si...

Assez plaisanté ! Pour ceux qui prennent le métro tous les jours, pour ceux qui verront le propriétaire s'octroyer un surplus pour

le terme de juillet, pour ceux qui, sur les marchés, hésitent devant le prix des fruits et des légumes, la politique de Monsieur Barre a un nom : c'est insupportable ! C'est cela que, dans les entreprises en lutte aujourd'hui, les travailleurs ont commencé à lui faire entendre.

## QU'EST-CE QUI FAIT COURIR CHIRAC ?

●En situation difficile au lendemain des élections, le RPR reprend l'offensive. Mardi, le conseil politique et le groupe parlementaire se sont réunis ensemble. Mercredi, c'est au tour du comité central de se réunir. Jeudi, Chirac tirera le bilan de ces deux réunions au cours d'une conférence de presse. L'offensive, c'est aussi le nouveau tour de France qu'engage Chirac pour diffuser sa bonne parole, au cours de « journées régionales du RPR » dont la première a lieu dimanche à Nancy.

L'armistice électorale entre les deux grands clans de la bourgeoisie de droite aura été de courte durée. Conforté par sa victoire, par l'existence de l'UDF, et surtout par le fait que la prochaine échéance électorale importante est fixée en 81, Giscard a immédiatement repris le combat contre son « allié » RPR. Preuve s'il en est que les contradictions ne sont pas que de façade. L'élection de Chaban Delmas au perchoir, — contre le candidat chiraquien —, l'affaire du budget de la mairie de Paris, la réception à l'Élysée des leaders de l'opposition, preuve tangible des velléités giscardiennes d'« ouverture » les multiples « vexations » comme par exemple la non invitation de Chirac aux différentes cérémonies officielles, autant d'actions dont la cible est pour une large part le RPR et son leader. Chirac a encaissé les coups. Il a dû accepter la présence de Chaban au perchoir, comme il a dû accepter d'augmenter encore les impôts locaux de la capitale.

Aujourd'hui, c'est lui qui prend l'offensive, et avec quelle vigueur ! Il n'est

qu'à reprendre la feuille officielle du RPR, la Lettre de la Nation. Sur une période d'un mois, on peut lire le 16 juin un commentaire mitigé de la conférence de presse de Giscard, et le 22 juin un éditorial consacré au comité central du PCF. Quant au reste, tous les éditoriaux sont consacrés à des attaques contre la politique gouvernementale. Tout y passe : la Corse, l'Afrique, les collectivités locales, l'affaire de Paris, la perspective de l'an 2000, etc. Mais c'est dans le domaine économique que le RPR concentre son tir : la publication des indices de hausse des prix est matière à attaques, l'attitude du gouvernement face aux grèves est motif à attaques, de même que le développement du chômage, de même que la réforme des plus-values, l'orientation de l'épargne, etc. Tout porte à croire que cette offensive concentrée répond à deux impératifs tactiques : d'une part, relancer la grogne chez les militants du RPR, en leur rappelant qu'il ne convient pas de se laisser aller future après une nouvelle victoire électorale, et d'autre



Il pense à 1981.

part choisir le domaine où le gouvernement est le plus faible, et en tout cas le plus contesté : la politique économique et ses conséquences.

Il semble bien aussi que le choix du terrain économique, pour mener la polémique, correspond plus à des motifs tactiques qu'à de profondes divergences de fond : d'abord parce qu'on ne sait pas bien ce que sont les propositions précises du RPR, si l'on excepte cet appel constant à « la relance » et à « plus de volontarisme », et ensuite parce que Chirac est largement impliqué, comme premier ministre de 74 à 76, dans les dégâts que nous subissons aujourd'hui.

Reste à savoir ce qui fonde les contradictions entre le RPR et Giscard, contradictions apparues dans toute leur vivacité au milieu de l'année 76, et que rien n'a pu estomper,

pas même la victoire de mars. Pendant toute la période pré-électorale, les contradictions se sont portées notamment sur la tactique à adopter face à une gauche triomphante : à Giscard qui misait sur l'ouverture, Chirac opposait le « recours », avec toutes les formes qu'il pouvait prendre. La gauche battue, le thème du recours perd sensiblement de son impact, alors que Giscard, lui, peut continuer à développer ses rêves de coalition socialo-centriste. Reste l'élection présidentielle de 81. Chirac ne fait guère de mystère pour dire qu'il entend y participer, et pour gagner.

Dès lors, la tactique du RPR est tracée : il s'agit d'accumuler le maximum de force de manière à placer Chirac en bonne position de 81, et en attendant, faire obstacle, notamment par le biais parlementaire, aux tentatives d'ouverture.

# DES MILLIERS DE FLICS POUR PROTEGER LE MEETING FASCISTE

Il faut rechercher loin pour trouver trace d'une mobilisation policière aussi importante que celle qui a protégé le meeting fasciste. Rarement les personnalités ont eu droit à une protection à l'image de celle que Giscard vient d'offrir aux chefs des mouvements fascistes d'Italie, d'Espagne et de France. A Paris, en 1978, les nazis peuvent s'exprimer, la police y veille.

Dès 18 h, alors que les manifestants anti-fascistes ne faisaient que se regrouper Place d'Italie, les abords immédiats de la

Mutualité étaient bouclés. Pour franchir les barrages, il fallait prouver qu'on habite dans le quartier. Ce bouclage n'a gêné en rien le service d'ordre du PFN, réuni semble-t-il dès le début de l'après-midi, dans l'Eglise Saint Nicolas du Chardonnet, à quelques mètres de la Mutualité. Dès 18 h, également, des flics en civil rôdaient aux sorties de métro et dans les cafés alentour. Face à un tel déploiement policier, la tension allait monter d'heure en heure. A 19 h le périmètre occupé par les flics commençait à s'étendre. A 20 h, les flics (CRS

et Gardes Mobiles) mettaient les casques, et dégageaient un chemin d'accès à la Mutualité, pour laisser passer les fascistes, bien entendu.

Un filet bien mince, d'ailleurs, et très traditionnel. Quelques centaines de jeunes, cheveux très courts, imperméables kaki ou blazers, auxquels se mêlait seulement une poignée de vieux bourgeois.

Pendant ce temps, la marée policière ne faisait que s'amplifier. Entre 20 h 30 et 21 h 30, des dizaines et des dizaines de cars sont venus occuper tous les carrefours. Pour notre part, nous en avons dénombré 114, et probablement y en avait-il d'autres. A 22 h, les flics, fusil en bandoulière et bidule à la main, avaient pris position de la Fontaine Saint Michel au bout du Boulevard Saint Germain, soit sur plus d'un kilomètre. Les brigades motocyclistes d'intervention avaient fait leur apparition, alors que les bulldozers de la police stationnaient sur les ponts de la Seine.

multipliaient sur les trottoirs, et pas seulement du fait de gens de retour de la manifestation. Dans ces attroupements, un avis unanime : « On n'aurait jamais pensé que tant de flics viennent aider l'extrême droite ». Tout au long de la soirée, les flics allaient disperser ces attroupements, aussitôt reformés. Aux alentours, et jusqu'à Jussieu, des dizaines de jeunes, jugés sur leurs seuls cheveux longs, étaient embarqués dans les cars. Plusieurs journalistes présents sur les lieux ont été victimes de ce zèle policier.

Que des milliers de flics aient été mobilisés pour protéger quelques centaines de fascistes, en dit long sur l'indignation qu'a pu soulever ce meeting. Cela en dit long aussi sur les liens qui unissent fascistes et droite au pouvoir : les nazis européens peuvent dire merci à Giscard. Non seulement il n'a pas interdit leur meeting, mais il aura tout fait, vraiment tout, pour que celui-ci se tienne. Le voilà bien, le libéralisme de Giscard.

## Giscard en Espagne Le déficit commercial de la France à l'ordre du jour

Giscard d'Estaing a entamé, mercredi après-midi, une visite officielle de quatre jours en Espagne. La composition de la délégation française, à laquelle participent notamment cinq ministres, souligne l'importance attachée aux discussions franco-espagnoles qui vont se dérouler jusqu'à la fin de la semaine. Premier chef d'Etat français à être reçu officiellement en Espagne depuis 72 ans, Giscard ne s'était rendu jusqu'ici à Madrid que pour assister à l'intronisation de Juan Carlos, il y a deux ans et demi : ce voyage avait constitué alors une sorte de caution française au processus de « libéralisation » amorcé par la bourgeoisie espagnole. Les autorités françaises, qui avaient déjà collaboré avec le franquisme dans la répression des réfugiés politiques espagnols en France (par exemple en assignant à résidence à l'île d'Yeu une vingtaine de Basques) ont désormais, à l'abri de la « démocratisation » de l'Espagne, rejeté de fait toute reconnaissance du statut de réfugié politique espagnol en France.

Au centre des entretiens franco-espagnol, le problème que pose le projet d'adhésion de l'Espagne au Marché commun. Si la tentative de s'appuyer sur l'Europe du sud, et particulièrement l'Espagne, pour tenter de faire contrepoids à la puissance allemande au sein de l'Europe occidentale, a fait partie des visées giscardiennes, la réalité actuelle des relations économiques entre les deux pays pose d'importants problèmes à l'impérialisme français. Aina, le déficit commercial français vis-à-vis de l'Espagne n'a cessé de s'aggraver ces derniers mois. Cela s'explique d'abord par le marché agricole, le déséquilibre des échanges en faveur de l'agriculture espagnole ayant triplé de 74 à 77. Dans le même temps les exportations des industriels français à destination de l'Espagne ont été freinées, notamment par les mesures de protection douanières prises par Madrid, en accord avec le Marché commun. Les discussions de cette semaine auront donc entre autre objet, la tentative de Giscard d'infléchir cette situation.



Les attroupements se Nicolas DUVALLOIS

# RIPOSTE AU MEETING FASCISTE

Dans la journée de mardi, les moyens d'information aux ordres n'ont pas manqué de donner une large publicité au meeting de l'Eurodroite. France-Inter donnait la parole le matin à Tixier-Vignancour et au duc italien Almirante, la télévision reprenant à midi en interviewant le même Almirante.

Ces gens qu'on nous montre avec complaisance ont tous un passé bien peu reluisant : Almirante fut chef de cabinet d'un ministre de Mussolini ; à la même époque, il dirigeait une revue intitulée *Défense de la race*, qui défendait les thèses hitlériennes sur l'extermination des Juifs. Quant à Tixier-Vignancour, il était secrétaire-adjoint à l'Information du régime de Vichy. Cette complaisance des moyens d'information rendait d'autant plus nécessaire la riposte.

Pour exiger l'interdiction du meeting fasciste, la manifestation qui s'est déroulée mardi soir à Paris, de la place d'Italie à Montparnasse, regroupait 10 000 personnes. Les syndicats venaient en tête, exigeant la dissolution des groupes fascistes.

On notait la présence d'un drapeau républicain espagnol, symbole de la lutte contre le fascisme abandonnée par les révi-

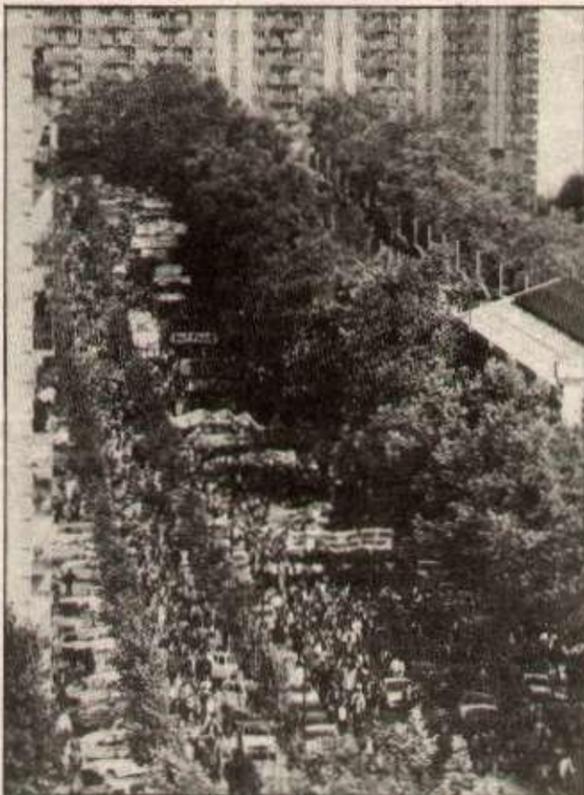
sionnistes. La CFDT, dans ses slogans, liait l'activité des groupes fascistes à l'agression des nerfs et des flics contre les travailleurs de Moulinex. Derrière venait le cortège des partis de gauche — celui du PS particulièrement réduit.

Puis les organisations d'extrême-gauche, dans un cortège beaucoup plus combatif, exigeaient la dissolution des groupes fascistes et appelaient à la riposte contre les agressions des hommes de main du patronat.

Quelques incidents — de faible ampleur — ont opposé quelques dizaines d'autonomes aux flics.

Durant toute la manifestation, la police a employé sa tactique désormais habituelle d'encadrement rapproché, suivant de très près les manifestants, devant et derrière, et fréquemment sur les côtés.

Ce même pouvoir, qui autorise les meetings fascistes et mobilise si massivement sa police pour les protéger, fait preuve du même zèle pour intervenir systématiquement contre les travailleurs en lutte, comme il le fait actuellement à Renault et Moulinex. Alors que l'extrême-droite développe en toute liberté sa propagande raciste, le pouvoir se prépare à des expulsions de travail-



leurs immigrés, qui ont eu le tort à ses yeux de se montrer trop combattifs dans leurs luttes. Les fascistes, par leurs parades, leurs coups de main contre les usines en lutte, leurs agressions contre les tra-

vailleurs immigrés, viennent prêter main forte à cette politique de la bourgeoisie qui fait peser de graves menaces sur les immigrés.

F.N.

### ● Retour de Jeannette Thorez-Vermeersch

La veuve de Thorez devait être interrogée ce mercredi à Antenne 2. C'est une vieille figure du parti révisionniste qu'on n'avait plus aperçue depuis bien longtemps dans des apparitions publiques.

Rappelons pour situer le personnage, qu'en 1956, elle était à la pointe du combat que menait son parti contre le contrôle des naissances, réclamant le « droit à la maternité » et qualifiant le contrôle des naissances d'« arme entre les mains de la bourgeoisie contre les lois sociales ».

En 1968, après l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, elle démissionne de ses responsabilités au Comité central et au Bureau politique, par désaccord avec la (timide) protestation de la direction de son parti contre l'agression soviétique. Depuis, elle s'abstient de toute prise de position publique. Reste à savoir si Marchais aura à déplorer un nouveau centre d'opposition, d'inspiration moscovite.

### ● Le Quotidien de Paris cesse de paraître

Mardi paraissait le dernier numéro du *Quotidien de Paris*. Une disparition de plus, dans la longue série de journaux d'opinion, contraints à s'arrêter, du fait des difficultés financières énormes qu'ils ont rencontrées. Mardi, une partie du personnel observait une grève pour les salaires. La direction s'est saisie de cette grève, pour annoncer, dès le soir, la fin du journal. 71 licenciements sont donc prévus, malgré quelques reclassements au *Quotidien du Médecin*.

### ● Protestations contre le contrôle des prix

Selon un communiqué du syndicat CFDT de la Concurrence et des Prix, le gouvernement prévoit des opérations « coup de poing » de contrôle des prix les 8/9 juillet et 5/6 août. La CFDT s'interroge sur l'efficacité de tels contrôles « alors que les prix industriels sont libres à la production et que les prix à la distribution, sauf les prix de certains produits alimentaires ne sont plus encadrés ».

Selon ce communiqué, les procès-verbaux dressés à l'occasion de ces contrôles « ne font pas l'objet d'une véritable sanction à la suite de pressions et d'interventions diverses ».

Le communiqué proteste contre l'utilisation des agents de contrôle le samedi et le dimanche, et conclut : « Les agents refusent de travailler le samedi et le dimanche au service d'une politique des prix contraire aux intérêts des travailleurs ».

## Portsal DEBAT TRUQUE DES DOSSIERS DE L'ECRAN

### LES OUVRIERS DES ARSENAUX ET LES CAMN RIPOSTENT

A 20 h, à Portsal, les ouvriers des Arsenaux manifestaient sur la jetée menant à la petite place où était installé le chapiteau d'Antenne 2, pour le débat sur la marée noire des *Dossiers de l'Ecran*. Un rideau de gardes-mobiles barrait le passage. Seule, une poignée d'invités, triés sur le volet, le franchissait, avec une autorisation en mains. Rapidement, aux cris de «*Barre, menteur, provocateur ! Yvon Bourges, rends-nous nos décret ! et Giscard-Barre, y en a marre*», les ouvriers des Arsenaux imposaient une délégation syndicale aux réalisateurs. Ils leur portèrent une motion sur la lutte, en compagnie de deux délégués des Comités anti-marée noire de Brest et de Lesneven, qui manifestaient également. Vers 21 h, alors que les délégués CGT et CFTD de l'Arsenal, avaient en vain appelé à repartir en manif jusqu'au parking pour repartir sur Brest, les barrières et les barrages des gardes mobiles cédaient, sous la pression de nombreux travailleurs excédés. Repartant en manifestation spontanée, ouvriers de

l'Arsenal et militants écologistes ensemble, se heurtaient à un second barrage aux abords immédiats de l'émission de télé. Sous les quolibets, et aux cris de «*CRS = Argentine !*», les forces de répression, casquées et armées de lance-grenades, «*protégèrent*» jusqu'au bout le «*débat*» d'Antenne 2. De nombreux ouvriers et les militants des Comités anti-marée noire protestèrent contre le fait, que la télé avait calomnié la manifestation et qu'aucune des personnalités présentes (même pas Didou, le délégué CFTD des Pêches), remarquaient amèrement les manifestants) n'était intervenue pour défendre l'action en cours. Seule avait eu lieu la lecture du communiqué par le maire de Portsal.

Lassés, laissés sans perspectives, les manifestants (contrairement aux affirmations de la presse bourgeoise, les ouvriers de l'Arsenal et les syndicalistes formaient la majorité), se dispersaient pour aller voir le débat dans les cafés, et chez certaines familles de pêcheurs et de paysans de Portsal.

## Arsenal de Brest Vote massif de la grève illimitée

76 % pour la poursuite de la grève illimitée, tel est le résultat du vote organisé mardi par les syndicats à l'Arsenal de Brest. Ce chiffre, comparé au résultat du vote initial, au début de la grève (55 % il y a 15 jours), traduit à lui seul la cohésion, la détermination et l'unité des travailleurs de l'Arsenal.

Un vote qui n'intervenait pas dans les meilleures conditions possibles pourtant : le lendemain d'une demi-journée de congé sans salaire, après 15 jours de lutte, et tout près des congés d'été. Un vote au départ rejeté pour cette raison par de nombreux travailleurs à la base. Cette volonté des travailleurs de l'Arsenal a surpris le pouvoir qui tablait là-dessus pour continuer à refuser la satisfaction des revendications, alors qu'à Lorient, 84 % des présents se sont prononcés le même jour, pour la poursuite du mouvement.

Une volonté qui a quelque peu déconcerté les directions syndicales qui s'attendaient plutôt à un 50 %-50 %. Mardi après midi déjà, leur langage se durcissait à nouveau, elles étaient obligées de rappeler qu'elles étaient partie prenante du mouvement, et qu'elles voulaient le soutenir jusqu'au bout. Ce qui a suscité de nombreux signes d'humeur dans l'as-

semblée : «*En réalité, ils comptaient sur un vote défavorable*», déclaraient de nombreux grévistes.

Après le résultat du vote, une manifestation était organisée au quartier Saint Marc, et un meeting d'une vingtaine de minutes dans la rue Pierre Sémard, artère principale qui dessert le port de commerce.

Mercredi devait avoir lieu le premier contact entre Bourges et les syndicats, dans le contexte d'un rapport de forces consolidé en faveur des grévistes.

## FOYER SONACOTRA DE NANTERRE : TOUS LES RESIDENTS AU PROCES !

Mardi matin, l'ensemble des résidents des foyers Sonacotra (750 résidents actuellement) est parti en manifestation à Puteaux, où ses délégués étaient assignés devant le tribunal face à la Sonacotra. Durant toute l'audience, les 750 manifestants sont restés devant le tribunal pour soutenir leurs camarades.

Une nouvelle mobilisation se prépare à l'appel du Comité des résidents vers les organisations politiques et syndicales, pour soutenir plus largement encore les délégués du foyer Nanterre-Maison qui doivent comparaître le 11 juillet à 14 h, à Puteaux,

## Les mutins de Lisieux aux assises de Paris

# PROCES DES Q.H.S. OU DE L'INSTITUTION PENITENTIAIRE?

● La deuxième journée du procès de Daniel Debrielle, Jean-Pierre Pont et George Segard — le quatrième accusé, Carman Rive, a été tué lors de l'évasion de Mesrine — s'est poursuivie avec l'audition des témoins cités par les accusés. Un absent de taille, Jacques Mesrine, qui aurait dû témoigner en mars dernier, lors de l'ouverture du procès. Celui-ci avait été reporté pour manque d'information. Entre temps, Mesrine avait apporté la preuve de la relative inefficacité de ces quartiers spéciaux, censés neutraliser les plus dangereux des détenus.

### «A LA PRISON COMME A L'ARMÉE»

Le 5 juillet 76, les quatre hommes, détenus à la centrale de Lisieux dans un quartier «*haute sécurité*», avaient tenté de s'évader en prenant des gardiens en otage. Plus tard, on les retrouvait à la tête du mouvement engagé par les détenus contre les QHS, ces «*cages à faire des fauves*», selon une expression de Mesrine qui s'applique bien mal à lui-même.

Daniel Debrielle, le plus jeune des accusés, s'est montré aussi le plus accusateur vis-à-vis de la prison comme de la justice : Alors que le président Diener l'interrompait : «*Debrielle, vous n'étiez pas en prison pour rien !*», celui-ci rétorqua : «*Je suis innocent du hold-up dont on m'accuse. J'ai dû attendre 16 mois que le juge d'instruction vienne me voir*». L'avocat général confirme, le président n'insiste pas. Du coup, on apprend que Debrielle, lorsqu'il sortit en 72 de six mois de prison pour vols de voiture s'était entendu dire par le juge du comité de probation : «*Avec le chômage qu'il y a, je n'ai pas de travail pour vous, vous vous débrouillerez*». «*Alors, je me suis débrouillé*», ajoute-t-il. Il dit aussi qu'il avait été matraqué à coups de manche de pioche par des policiers alors qu'il avait le bras cassé, et que depuis, il serait incapable de manier une arme, affirmation confirmée par un expert. Et que son pourvoi en

cassation attend toujours...

Ainsi, et malgré la volonté du président de la cour d'Assises Jean Georges Diener — «*partout, à l'armée et en prison, il faut trouver un moyen de mater les fortes têtes*», devait-il lâcher —, le procès des évadés de Lisieux se transforme-t-il en procès des quartiers de haute sécurité. Il risque cependant de ne pas répondre à une question simple, qu'on est en droit de se poser à propos d'individus comme Mesrine : les QHS fabriquent des fauves, c'est probable pour un certain nombre de détenus qui n'acceptent pas les brimades incessantes et que l'administration pénitentiaire cherche à «*mâter*». Mais certains de ces détenus n'ont pas attendu d'être isolés en QHS, ni même d'être en prison pour devenir des «*fauves*». Ce sont souvent ceux qui, l'argent dont ils disposent aidant, se conduisent en véritables despotes vis-à-vis des autres détenus, en particulier des primaires, peu au fait des mœurs carcérales. Selon les cas, l'administration pénitentiaire n'hésite pas à les utiliser, pour «*raisonner*» certains détenus...

### ET LES QHS CHIMIQUES ?

Et l'on ne parlera probablement pas du tout de ces prisons «*modèles*» où les principes des QHS sont appliqués à tous les détenus en préventive — c'est



à-dire présumés innocents — sous prétexte de les soustraire à l'influence pernicieuse d'autres détenus. La maison d'arrêt de Fleury-Mérogis en est un bon exemple : les jeunes prévenus incarcérés restent seuls dans leur cellule 23 h sur 24, et à la moindre incartade, voient leur promenade, seule heure de contact humain, supprimée, et sont envoyés dans des courettes aménagées sur les toits des bâtiments, couvertes de grillage. Le résultat est radical : à peu près une fois par semaine à chaque étage, un jeune détenu (souvent arrêté pour des brouilleries) «*craque*» et tape avec tout ce qui lui tombe sous la main sur la porte blindée de sa cellule. Pour les gardiens, c'est un «*simulateur*». Alors on le laisse taper,

même si c'est à coups de tête qu'il le fait. Et s'il insiste, pas la peine de l'envoyer en QHS : des piqûres de valium répétées qui transforment le détenu en drogué hébété, sont la plupart du temps suffisantes.

Ces détenus-là, jeunes des banlieues ramassés par la police au hasard des rondes, et envoyés en prison par des juges d'instruction pour qui c'est une routine d'écrouter, n'ont pas la possibilité de parler de leurs QHS chimiques. Parce que la prison a des hommes soumis, dont la personnalité a été brisée. De ceux-là, Mesrine n'a que faire.

Eric BREHAT

## Tribunal de Marseille

# VENGEANCE RACISTE

Six mois de prison ferme, c'est la peine que vient d'écopier Salah Berrebouh, pour une querelle de famille, où il voulait récupérer une somme de 8 000 francs. Le procureur du tribunal de Marseille n'a pas manqué les allusions racistes, en écartant les «*étrangers*» de la civilisation. Mais outre le fait que Salah est étranger, le tribunal n'a-t-il pas retenu contre lui le fait qu'il ait contribué à la dénonciation de la prison d'Arenc en 75 ? Et ne trouve-t-il pas là

un moyen pour l'expulser en toute légalité ?

En avril 75, Salah comparait devant les flagrants délits pour une histoire de «*fusées artisanales*» dont il aurait été détenteur. Alors qu'il est mis en liberté sous contrôle judiciaire, des flics l'interpellent sur les marches du Palais de Justice, pour un contrôle de «*situation administrative*». Il passera trois jours dans le sinistre «*dépôt*» d'Arenc, dans le port de Marseille, avant d'être expulsé. Mais

Salah revient en France, et se constitue partie civile... Arenc sort alors de la clandestinité, et une large mobilisation dénonce son existence. La situation devient embarrassante pour les responsables qui s'emploient à limiter les «*dégâts*». La justice, à la rescousse de Bonnet qui avait «*légalisé*» le dépôt 4, vient de rendre des attentus qui ont tout de la vengeance qui, comme chacun le sait, est un plat qui se mange froid...

## Vosges

# A 8 JOURS DES CONGES, LES «BOUSSAC» AMPLIFIENT LA BATAILLE

D'après notre correspondant

● La riposte engagée jeudi dernier par les travailleurs de Boussac après l'annonce du non-paiement de leur salaire de juin, ne fait que s'amplifier.

Ne se contentant pas, à juste titre, de promesses, même officielles, les travailleurs ont renforcé les piquets de garde et barrage sur les routes des Vosges. Face à ces actions, qui montrent la volonté de lutte des «Boussac», il a fallu prendre position : alors que de nombreux militants CGT et CFDT appuient le mouvement en cours, un certain nombre de dirigeants cégétistes, de l'UD d'Épinal ou de différentes usines, ont clairement montré la réalité de leur «volonté de lutte». Si jusqu'ici, nous l'avons vu la semaine dernière, ils se contentaient de retarder le plus possible le déclenchement de la lutte, aujourd'hui, avec l'offensive engagée, ils en viennent à la calomnie et à l'opposition physique pure et simple ! Bref, les choses se clarifient à 8 jours des congés, où la bataille engagée pour les salaires, devra se poursuivre pour l'emploi.

La colère dans les localités qui bordent la Moselle, est encore montée d'un cran en ce début de semaine.

Après les manifestations de rues ces derniers jours, les travailleurs de Boussac ont désormais mis en place des piquets de grève massifs (ne faisant qu'un avec les barrages) devant la plupart des usines : Nomexy, Thaon, Vincey, Igney... Les barrages de la Route nationale 57 (à hauteur de ces mêmes localités) garnis au départ de pneus et autres ustensiles, ont été considérablement renforcés à l'aide d'arbres bordant la route, qu'ont abattus les travailleurs (entre autre ceux de Nomexy). Par endroits, boulons, pierres et ustensiles divers sont prêts à «recevoir les CRS» que le pouvoir serait en train d'acheminer dans la région. Mais les travailleurs, pour en arriver là, ont dû d'abord refuser de répondre à l'appel de la plupart des dirigeants cégétistes, de «lever les barrages» et ce, dès vendredi soir, alors qu'aucune promesse (à propos des salaires) n'avait été faite à ce moment là !

Les travailleurs ont refusé de la même façon de cesser leur mouvement à l'annonce (mensongère) par les radios périphériques, lundi, du déblocage des crédits. Mais aussi à l'annonce officielle de lundi !

En agissant de la sorte, en amplifiant l'action à chaque fois les travailleurs ont tout simplement tiré les leçons de l'expérience de juin où la paie s'était déjà fait attendre. Ce n'est que d'une action dure, massive que sortira rapidement le versement effectif des paies !

Sans cela les promesses, loin d'être appliquées, fondent au soleil à peine formulées ! La meilleure preuve ? Lundi, le secrétaire de l'UL CGT, jubilant, «rend compte» de l'«annonce» gouvernementale de payer non seulement les salaires de juin mais aussi les congés payés : quelques instants après, le paiement des congés est démenti, puis celui des salaires aussi, qui ne sera annoncé en fin de compte que plusieurs heures plus tard !

## LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES SOUVERAINES IMPOSÉES !

Mais d'ores et déjà, il ressort de ces cinq jours quelques leçons importantes : si la bataille a effectivement pu s'engager c'est qu'un nombre significatif de travailleurs et militants syndicaux, tant CGT que CFDT, ont pris les choses en main, prenant les moyens nécessaires pour casser une situation imposée depuis plusieurs



jours surtout par une fraction importante des dirigeants cégétistes (syndicat majoritaire). Que se passait-il donc depuis quelques semaines ? Les réunions au sommet se multipliaient sans qu'aucune décision n'en sorte. Quand, enfin, des propositions d'action émergent de la réunion inter syndicale du 8 juin, elles ne furent pas soumises aux travailleurs. Les dirigeants cégétistes (qui, du fait de leur position largement majoritaire bloquaient toute initiative en la matière), ont toujours, durant des semaines, repoussé, sous des prétextes divers, la convocation d'assemblées générales de travailleurs qui pendant le même temps, étaient jugés (c'était trop facile !) comme ne «voulant pas la lutte». Et pour cause : la volonté de lutte bien réelle chez une bonne partie des travailleurs s'y serait exprimée, comme les assemblées générales à l'usine des Grands Sables

l'avaient montré à l'époque (avec une section cégétiste très combative, soulignons-le !)

C'est bien cette leçon qu'ont tiré nombre de militants syndicaux... en convoquant ces assemblées générales. Celle qui a eu lieu samedi à l'usine de Thaon a commencé à faire peur à certains dirigeants cégétistes qui ont brillé par leur absence !

Quant à la section CGT, elle ne peut faire autrement que formuler publiquement ses propositions «d'action» : la levée des barrages et la rentrée dans l'usine ! Après que la section CFDT ait préconisé le «maintien ferme des barrages jusqu'au paiement des salaires», les travailleurs à qui on donnait enfin la parole tranchèrent, en votant le maintien des barrages jour et nuit. La volonté des travailleurs, parce qu'elle a pu s'exprimer de manière collective, donc avec plus de force, grâce à un cadre fait

pour cela, a pu isoler et mettre au pied du mur les partisans de l'attentisme mais aussi, (autre rôle de l'assemblée générale), convaincre par le débat, les militants cégétistes honnêtes, mais trompés.

## QUELLE CONCEPTION DE LA DÉMOCRATIE ?

Mais il est une autre leçon : qu'en est-il de la conception de la démocratie de certains dirigeants cégétistes de l'UL d'Épinal ?

Lundi, déjà, le secrétaire de l'UL CGT d'Épinal, Laroche, et quelques autres ne pouvant admettre que leur ligne défaitiste ait été rejetée par les travailleurs, refusaient de soutenir, comme cela devrait être leur rôle, la décision majoritaire des travailleurs de l'usine d'installer un barrage sur les routes : non contents d'être passifs, ils ont entrepris de le démolir, de rentrer le matériel dans l'usine de Thaon, dont ils fermeront aussi les grilles à clef !

Samedi, à Vincey, ils décidaient de rendre compte de leur proposition capitulatrice. De son côté, la CFDT prônait l'occupation. Les travailleurs avec nombre de délégués CGT et CFDT, au coude à coude, votaient à mains levées l'occupation. «Puisqu'hier soir, vous n'avez pu trancher entre les deux positions «occuper» (CFDT) ou attendre lundi (CGT) nous on tranche, faisait remarquer un travailleur, on ne reprend pas le boulot !»

Complètement dépassés par un mouvement qu'ils ont du mal à freiner, un certain nombre de dirigeants cégétistes, au nom de l'Union locale d'Épinal, en viennent maintenant à dire que les actions enga-

gées sont «aventuristes» et «provocatrices». Les barrages sur les routes ? Susceptibles selon eux, de créer des «accidents», et d'amener la «population» et les automobilistes (c'est un peu la même chose) contre le mouvement.

Souci louable à ceci près que les actions entreprises, seules susceptibles d'aboutir au paiement des salaires, ont rencontré un accueil très favorable : les collectes sont bien reçues par les automobilistes, et les habitants de Thaon ont assisté dans l'enthousiasme à l'assemblée générale de samedi. Une initiative positive qui permet aux travailleurs, mieux que par tracts ou autres moyens, d'expliquer le sens du mouvement. A bout d'arguments, certains responsables cégétistes vont maintenant jusqu'à affirmer, accusant une nouvelle fois la CFDT (dont tous les militants participent aux actions) «de nuire aux intérêts des travailleurs». Qui nuit aux intérêts des travailleurs sinon ceux-là même qui après les avoir fait lanterner, casse un mouvement qui, preuve de son efficacité, fait peur au gouvernement ?

«Même si l'action en cours cessait, la manière dont elle a été menée fait craindre le pire pour l'avenir. Que se passera-t-il le jour où l'on annoncera des suppressions d'emplois ?», s'écriait Poncelet, président du conseil général, lundi ! Qui tente de casser le mouvement, sinon certains dirigeants cégétistes qui continuent de plus belle leurs querelles de chapelle du genre de celles dont nous parlions la semaine dernière ? «La CFDT, vous ne représentez rien au niveau du groupe et vous voulez faire des actions d'éclat».

## Avec les travailleurs de Vincey et d'ailleurs

La tactique d'usure de la direction cégétiste, d'atermoiement volé aujourd'hui en éclat. Le 13 juin, les délégués apprennent que le mois de juin et les congés ne seront pas payés. La liquidation est en route. Dans la vallée de la Moselle, les travailleurs des Grands Sables, de Nomexy, d'Igney, de Thaon, de Vincey accourent : 150 à 16 h, 500 à 16 h 30, 600 à 17 h. Les délégués rencontrent le préfet. Après son entrevue, avec le préfet, J.C. Laroche, secrétaire de la fédération Textile CGT fait le point : «Le préfet a pris note. Il va informer le gouvernement. Nous lui avons dit que nous exigeons une réponse lundi. Maintenant les camarades de la délégation vont se rendre auprès des banquiers concernés...». Alors que le discours est à peine fini, les travailleurs se dirigent vers le Crédit Lyonnais tout proche. 200 d'entre eux sont devant les grilles fermées. Une, deux, elles sont enfoncées. La porte vitrée fait obstacle. La délégation s'interpose. Les vitres sont enfoncées. Certains dirigeants syndicaux tentent de calmer les esprits. Le directeur se présente. Réponse lundi. Pendant deux heures, les manifestants vont défiler en se rendant successivement à la BNP et à la Société générale

pour entendre la même réponse.

Le dirigeant de l'UL CGT, dissolvant la manifestation, proposa d'attendre lundi.

Samedi 24 juin : 5 h du matin, usine de Vincey... Des dirigeants cégétistes proposent aux travailleurs de prendre le travail sans garantie de salaire. Des délégués CFDT s'interposent : «Il faut occuper l'usine». A l'unanimité, les travailleurs votent pour l'offensive hors de l'usine, pour le blocage des routes. Aussitôt, des containers, des caisses, des chariots sont acheminés sur la route nationale 57 et la voie rapide parallèle.

7 h 30 : on ne passe plus. Les barrages sont impressionnants. Des arbres ont été sciés. Les travailleurs se relaient, la population des villages est là. A 17 h, les directions syndicales réunies à Igney (sauf celle des Grands Sables) décident après une chaude discussion de lever le blocage des routes, de faire rentrer les travailleurs dans les usines. Mais le lendemain, dimanche 25, les routes sont de nouveau barrées !

Correspondance

# Avec les travailleurs immigrés des foyers en lutte : faire échec à Stoléro !

Cette série a été réalisée en commun par les rédactions du Quotidien du Peuple et de L'Humanité Rouge.

## TROIS ANNEES DE LUTTE DES FOYERS SONACOTRA

### Unité contre Stoléro l'expulseur

Au cours des deux premières semaines de juillet, une centaine de résidents des foyers Sonacotra seront traduits en justice pour non-paiement des loyers et menacés d'exclusion des foyers s'ils persistent dans la grève. Bien entendu, le secrétaire d'Etat Stoléro n'en reste pas là, il menace ni plus ni moins d'expulser les « meneurs » qui persisteraient dans la voie de la lutte. Sa cible ouvertement déclarée, c'est le Comité de coordination. Et de fait, parmi les cent résidents désignés, directement à la répression, se trouvent les animateurs les plus résolus et les plus combattifs de la lutte à laquelle participent 25 000 grévistes.

Ici, on peut noter à l'intention de ceux qui ne cessent de contester la représentativité de la coordination, que Stoléro, lui, sait à quoi s'en tenir. Son objectif étant de liquider la grève des loyers d'ici octobre, il veut, pour aboutir, détruire le Comité de coordination.

D'autant que les luttes dans les foyers et cités d'immigrés ne cessent de s'étendre et que la mise en place d'une coordination de l'ensemble des grévistes Sonacotra, ADEF, AFRP, Logirep et d'autres est en cours... au total ils sont 40 000. Le ministre de Barre s'en inquiète sérieusement.

Aujourd'hui, les travailleurs immigrés prennent toute leur place aux côtés de leurs camarades français dans les nombreuses luttes qui se mènent dans les entreprises contre les licenciements et le chômage, contre le blocage des salaires et les conditions de travail de plus en plus désastreuses. Dans ces luttes, se forge chaque jour davantage l'unité de la classe ouvrière. Mais la lutte ne s'arrête pas aux portes de l'usine. Le plan Barre et l'exploitation frappent partout les travailleurs. La riposte s'organise dans les cités HLM contre les saisies, contre les charges abusives et les hausses insupportables. Comme elle s'organise, dans les foyers des travailleurs immigrés. Pourtant, si l'usine rassemble les ouvriers de toutes nationalités, la bourgeoisie organise la ségrégation et la division dans les logements. C'est là que le pouvoir veut frapper les travailleurs immigrés en spéculant sur leur isolement.

Tous les immigrés réduits au chômage et tous ceux qui sont parmi les plus combattifs, le gouvernement veut les expulser.

L'expulsion, c'est la négation par les capitalistes de tous les droits des travailleurs. Ainsi, le seul droit qu'ils connaissent, c'est celui du profit et cela vaut aussi pour les Français.

Bien entendu, les travailleurs français eux, ne seront pas expulsés. Mais leur situation risque bien de devenir identique. Aussi dépourvus de droits et avec des libertés de plus en plus rognées.

N'est-ce pas cette menace qui se précise lorsque Barre parle des « porteurs de pancartes » et « professionnels de la revendication » à propos des grévistes de Renault, des Arsenaux ou de Moulinex, et quand Stoléro parle des « meneurs » de la grève dans les foyers ?

Quand Stoléro envoie les délégués des résidents devant les tribunaux et que chaque jour des délégués des ouvriers en grève sont eux aussi entraînés devant les mêmes tribunaux, n'est-ce pas la même politique de répression contre la classe ouvrière, la même police qui occupe les usines et ratonne dans le métro ?

La bourgeoisie capitaliste voudrait nous faire admettre une opposition d'intérêts entre Français d'un côté et immigrés de l'autre. La réponse de la classe ouvrière est claire : c'est dans l'unité de toutes les nationalités qui la composent qu'elle riposte et ripostera au plan Barre et à l'exploitation. Les attaques de Stoléro doivent être mises en échec. Les expulsions empêchées. C'est tout de suite qu'il faut agir et mobiliser dans les quartiers et autour des foyers bien sûr, mais aussi dans les usines. Là où la classe ouvrière est organisée.

Une fois de plus, il faut dénoncer le mutisme de ceux qui laissent le pouvoir perpétrer ses mauvais coups sans réagir et qui se réveillent seulement quand tout le mal est fait pour se répandre en vaines protestations.

Il y a une bataille à mener pour que les syndicats rejettent cette attitude indigne. Il importe de rassembler toutes les formes des protestations en un puissant mouvement contre Stoléro l'expulseur. De faire de la manifestation du 8 juillet une puissante mobilisation.



En septembre 74, le foyer Allende à Saint Denis cesse de payer les loyers à la Sonacotra. Quelques mois plus tard, après une nouvelle augmentation des loyers, le foyer Romain Rolland se met en grève à son tour. La Sonacotra refuse toutes les revendications, et commence à menacer les grévistes d'expulsion. En juillet 75, 11 délégués du foyer Allende sont traduits en justice. Un deuxième jugement décide de leur expulsion pour janvier 76 ! La Sonacotra décide une nouvelle augmentation des loyers : 35 foyers de la région parisienne se mettent en

grève ! Très vite, un comité de coordination s'est mis en place autour du foyer Romain Rolland. Dans le même temps, les foyers des Hauts de Seine, se regroupent, et le 7 décembre 75, la coordination et le regroupement des Hauts de Seine fusionnent. La coordination des foyers Sonacotra en lutte refuse toute négociation prise en charge en dehors d'eux, par toute organisation politique ou syndicale, toute négociation foyer par foyer, et revendication par revendication. C'est la première riposte aux tentatives du PCF et de la CGT qui à

Saint Denis ont entrepris de négocier la suppression des mesures d'expulsion contre les délégués du foyer Allende, en échange de la cessation de la grève des loyers. L'immense majorité des grévistes rejette cette manœuvre, qui aurait abouti à la fin de la lutte. Le 21 février 76, un meeting à la Mutualité rassemble 3 500 grévistes des 47 foyers en lutte. La preuve est faite de l'unité du mouvement autour des Comités de coordination et de sa force.



Les expulsions commencent : le 10 avril 76, 2 délégués sont expulsés. Le 16, à 6 h du matin, les flics investissent les foyers de Pierrefitte, Saint Denis, Sevran, Nanterre, Bagnolet, Gennevilliers, Gargès et Bobigny. 16 délégués sont aussitôt arrêtés et expulsés. Le tout, sans le moindre mandat.

de coordination organise une manifestation, de Barbès à Menilmontant : 15 000 travailleurs, Français et immigrés, y exigent avec force le retour de tous ces expulsés. Dans tout le pays, des manifestations, des meetings, des journées portes-ouvertes affirment la même exigence.



Les menaces de la Sonacotra se multiplient : à Dijon, 200 demandes de saisie-arrest sur les salaires sont envoyées début mai. En pleine répression, le PCF fait tout pour faire signer des accords séparés. Il rencontre une ferme opposition : sur le plan juridique, les résidents mènent aussi la lutte, pour obtenir l'annulation des saisies-arrest. Grâce à une mobilisation soutenue pendant des mois, la Sonacotra ne pourra arriver à son but !



En mars 77, une victoire de taille est remportée : c'est le retour de 7 délégués expulsés un an plus tôt ! Le 2 avril, le comité de coordination appelle à un meeting pour imposer leur maintien en France : le ministère de l'Intérieur refuse la défaite que constitue leur retour. Le 11 juin, à Champigny, c'est une journée de fête pour saluer le retour des délégués, et exiger que ceux qui ne sont pas encore rentrés puissent le faire. En octobre 77, c'est 85 foyers qui sont en lutte !

Avec l'augmentation du chômage, Stoléro cherche un bouc émissaire : les travailleurs immigrés. C'est la campagne du million, l'interdiction de travailler pour les familles... En novembre 76, les travailleurs immigrés descendent une

nouvelle fois dans la rue pour s'opposer à ces mesures scélérates.

Début 78, Stoléro tente une nouvelle fois d'intimider les résidents, en demandant une information sur

les activités du comité de coordination, qu'il accuse d'entretenir « un climat de violence et d'insécurité dans les foyers ». En fait, c'est des gérants, des groupes fascistes, du gouvernement lui-même que viennent la violence, ces agressions...



Ces menaces se précisent, avec les procès lancés aujourd'hui contre une centaine de délégués et de résidents combattifs, en vue de les

exclure des foyers s'ils ne paient pas les sommes exigées par la Sonacotra depuis le début de la grève ! Aussitôt, la mobilisation est

engagée. Une fête à Chelles les 10 et 11 juin 78, en marque le début. Elle ne fait que commencer !



Parce que depuis plus de 3 ans, les dizaines de milliers de résidents des foyers Sonacotra ont tenu bon, qu'ils se sont donnés une organisation démocratique, autonome par rapport à toutes les pressions, parce qu'il s'engagent dans la coordination de leur lutte avec les autres foyers (AFRP, ADEF...), et que dans les usines et sur les chantiers, ils tiennent toute leur place dans le renouveau des luttes aujourd'hui, la bourgeoisie veut frapper un grand coup cet été. Avec les travailleurs français et immigrés, mobilisés autour d'eux, ils feront échec à cette tentative !



## URSS-USA HORS DE LA CORNE DE L'AFRIQUE !

«En lisant la Pravda, on a l'impression que la lutte armée du peuple érythréen a commencé le 3 février 1977, le jour de la «révolution» de Mengistu. Cette remarque de Vanguard, l'organe officiel du FPLE, vise les tentatives de falsification de l'histoire de la lutte du peuple érythréen de la part de Moscou et de son protégé d'Addis-Abéba. Les dirigeants soviétiques, parce qu'ils entendent faire passer leur volonté de contrôler l'importante position que représente l'Éthiopie dans la région, pour un soutien désintéressé à un régime «progressiste», ont entrepris de «justifier» la guerre que ce régime mène contre le peuple érythréen et leur propre engagement dans cette guerre. Ils ont entrepris de faire passer cette guerre pour une lutte «défensive» contre une «agression extérieure» dont les Érythréens seraient les agents.

Mais ceci implique de maintenir dans l'obscurité la réalité de la colonisation de l'Érythrée. Tout en faisant le fait que les «arguments» aujourd'hui utilisés contre le peuple érythréen par Mengistu et les maîtres du Kremlin sont, terme à terme, ceux qu'utilisaient hier Haïlé Sélassié, empereur d'Éthio-

pie, avec l'appui américain et sioniste, pour «justifier» la guerre contre la volonté d'indépendance du peuple érythréen. Le féodal Sélassié, qui annexa l'Érythrée vers 62 avec l'appui des États-Unis en déniait toute existence indépendante à ce pays, n'hésitait pas à qualifier les patriotes érythréens de «bandits», de «sécessionnistes» visant à «vendre l'Érythrée aux Arabes». Treize ans après une guerre de génocide qui se révéla finalement incapable de venir à bout de la résistance érythréenne, le dictateur Mengistu a entrepris de poursuivre la guerre de l'ancien régime en présentant les mêmes arguments : «bandits», «collaborateurs de l'impérialisme», «invasion arabe», «agression interventionniste étrangère», tels sont les qualificatifs attribués par le régime expansionniste de Mengistu à la lutte du peuple érythréen que la presse soviétique, de son côté, n'a pas hésité, depuis la confirmation de l'autorité du dictateur sur la junte éthiopienne, à présenter comme un complot de «régimes réactionnaires arabes» qui veulent «arracher à l'Éthiopie l'Érythrée, province du nord-est, en y fondant un nouvel État musulman réactionnaire vassal de ses riches protecteurs.»

L'origine d'une telle convergence des «appréciations» n'a pas de mystère car, pour les Soviétiques comme pour les Américains, un des buts visés dans la mainmise sur l'Éthiopie est bien de contrôler par ce biais l'Érythrée, dont le territoire sépare l'Éthiopie de la Mer Rouge, route maritime de très grande importance.

On comprend mieux dans ces conditions le silence «géné» de la Pravda sur l'histoire de l'Érythrée et de la lutte de son peuple.

Dès 1950, le secrétaire d'État américain Foster Dulles déclarait : «Du point de vue de la justice exclusivement, les opinions du peuple de l'Érythrée doivent être prises en considération. Néanmoins l'intérêt stratégique américain dans le bassin de la Mer Rouge et les considérations de sécurité et de paix dans le monde font que ce pays doit être rattaché à l'Éthiopie qui est notre amie». Les Soviétiques qui combattent aujourd'hui le droit inaliénable du peuple érythréen à l'indépendance, ne sont pas moins cyniques, ils essaient seulement d'avancer, un peu plus voilés.

## ERYTHREE : l'histoire de l'oppression coloniale «oubliée» par Moscou

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY

La défaite militaire de l'Italie dans la Seconde Guerre Mondiale l'avait conduite à renoncer à ses vieilles colonies africaines (Somalie italienne, Érythrée, Libye) désormais placées sous le contrôle de l'administration coloniale britannique.

C'est en 1949, à la fin du mandat britannique sur ces vieilles colonies et alors que le peuple érythréen n'a cessé de montrer, par la lutte opiniâtre contre le colonialisme et à travers les organisations politiques qu'il s'était données, sa volonté d'indépendance, que la question de l'Érythrée est soumise à la discussion des Nations-Unies. La Grande-Bretagne présente alors un plan de partage de l'Érythrée, entre le Soudan et l'Éthiopie, alors colonie et néocolonies britanniques. Mais le plan est repoussé, grâce à un vaste mouvement du peuple érythréen qui envoie messages et délégations de protestation à l'ONU.

### La «fédération» à l'américaine

La question de l'Érythrée est à nouveau discutée à l'ONU en 1950. C'est alors qu'entre en scène un impérialisme plus fort que les autres : les États-Unis.

A cette époque, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, les vieilles puissances commencent à reculer et à décliner en Afrique. Le but des États-Unis, qui ne disposent pas de points d'appui coloniaux sur le continent, est alors de s'y implanter. La région de la Corne de l'Afrique les intéresse particulièrement pour ses richesses naturelles et sa position stratégique. Mais aussi, en développant leur influence en Éthiopie, puissance continentale qui est seule en Afrique à n'avoir quasiment pas subi la colonisation, les États-Unis entendent se donner un intermédiaire pour s'ingérer dans les affaires de l'Afrique. Washington va donc favoriser les visées annexionnistes du régime d'Haïlé Sélassié, d'une part parce que l'annexion de l'Érythrée permettra aux Américains d'avoir des positions qu'ils convoitent sur la Mer Rouge, d'y installer des bases ; d'autre part parce que ce soutien apporté au régime éthiopien les aidera aussi à développer leur pénétration sur le continent africain.

La déclaration de Dulles à

cette époque est on ne peut plus claire sur les intentions américaines.

Cependant, l'impérialisme américain va être contraint de déguiser grossièrement ses plans en proposant une «fédération» de l'Érythrée et de l'Éthiopie. Ceci du fait de la résistance qui lui est opposée. Le «Bloc d'Indépendance» qui regroupe les huit partis politiques érythréens, exprime alors en ces termes le

«L'URSS a constamment défendu la proposition selon laquelle l'Érythrée devrait se voir garantir l'indépendance. Les Nations Unies doivent prendre une décision satisfaisant la volonté du peuple érythréen d'être indépendant. La délégation de l'URSS est opposée à la proposition d'une fédération de l'Érythrée avec un autre État, adopté sans la participation du peuple concerné.»

«L'URSS a constamment défendu la proposition selon laquelle l'Érythrée devrait se voir garantir l'indépendance. Les Nations Unies doivent prendre une décision satisfaisant la volonté du peuple érythréen d'être indépendant. La délégation de l'URSS est opposée à la proposition d'une fédération de l'Érythrée avec un autre État, adopté sans la participation du peuple concerné.»

«L'URSS a constamment défendu la proposition selon laquelle l'Érythrée devrait se voir garantir l'indépendance. Les Nations Unies doivent prendre une décision satisfaisant la volonté du peuple érythréen d'être indépendant. La délégation de l'URSS est opposée à la proposition d'une fédération de l'Érythrée avec un autre État, adopté sans la participation du peuple concerné.»

«L'URSS a constamment défendu la proposition selon laquelle l'Érythrée devrait se voir garantir l'indépendance. Les Nations Unies doivent prendre une décision satisfaisant la volonté du peuple érythréen d'être indépendant. La délégation de l'URSS est opposée à la proposition d'une fédération de l'Érythrée avec un autre État, adopté sans la participation du peuple concerné.»

### La «14<sup>e</sup> province de l'empire»

C'est alors que la lutte armée fait rage à la campagne que le gouvernement éthiopien officialise l'occupation militaire de fait, en proclamant l'annexion forcée, unilatérale et arbitraire de l'Érythrée que Haïlé Sélassié déclare «14<sup>e</sup> province de l'empire d'Éthiopie». Le gouvernement éthiopien avait pris ses dernières mesures pour annuler la Fédération et annexer l'Érythrée par la force des armes. Sommés de dissoudre la Fédération et leur parlement, les députés de l'assemblée nationale érythréenne se réunirent quatre fois sous l'ordre du gouvernement éthiopien et la surveillance de l'armée d'occupation. Quatre fois, ils rejetteront la «proposition» de dissolution de la Fédération qui devait sanctionner la perte même de toute autonomie érythréenne. Ceci n'empêchera pas Addis Abeba de proclamer : «Le parlement érythréen a voté la dissolution à l'unanimité». C'était même la violation formelle de la résolution de l'ONU où les États-Unis, alors prépondérants, s'opposèrent à toute réaction.

### Contre la «fédération» sauce Brejnev

Telle est l'histoire de la pseudo-fédération, qui s'est révélée rapidement n'être qu'une invasion et une annexion. Aujourd'hui l'URSS prétend imposer des plans de «règlement pacifique» en faisant miroiter une «solution fédérale» ou une «autonomie interne». Le mouvement de libération érythréen les refuse, les appréciant comme un complot où se retrouvent associés les desseins du régime annexionniste éthiopien aux intérêts du social-impérialisme soviétique. Sur la base de son expérience, le mouvement érythréen considère comme un piège dangereux toute tentative de masquer la question érythréenne derrière la formule de «droits d'une nationalité», qui nie en fait la colonisation dont a été victime le peuple érythréen.



Agordat, ville libérée dans la province de Barka, province peuplée de nomades, où fut déclenchée en 1961 la guerre de libération.

sens de leur combat face au plan US :

«C'est la cause de l'indépendance d'un peuple qui refuse et rejette toute forme d'annexion, de démembrement, tout retour au colonialisme odieux, quels que soient son genre, sa forme, d'où qu'ils viennent». Pour répondre aux «arguments» américains sur la «paix et la sécurité», il ajoute : «Le droit indiscutable à l'indépendance auquel notre pays est attaché ne peut être ignoré sans qu'on crée une nouvelle zone de conflit en Afrique de l'Est, car jamais le peuple érythréen n'acceptera la domination érythréenne.»

### 1950 : l'URSS pour l'indépendance de l'Érythrée

Le plan américain est alors combattu par l'URSS, les pays d'Europe de l'Est et d'un certain nombre de pays d'Asie et d'Amérique latine. Le représentant soviétique à l'ONU déclare :

Néanmoins, grâce à la position dominante occupée alors par les USA au sein des Nations-Unies (et qui lui permettra deux ans plus tard de faire légitimer son agression en Corée), l'impérialisme américain parvient à faire adopter son plan de «fédération» par les instances onusiennes. Cette décision est prise à la suite de «consultations» en Éthiopie qui sont une véritable comédie : la commission de l'ONU qui visite le pays retrouve ainsi partout les mêmes interlocuteurs qui sont, en fait, des fantômes du parti «unioniste», partisan de l'annexion.

### Occupation et annexion

La pseudo-fédération est proclamée en 1952. Dès 1953, les USA touchent les dividendes attendus de leur position sur l'Érythrée : le 22 mai, un traité militaire signé avec l'Éthiopie leur accorde des bases en Érythrée, «en fonction des bonnes rela-

ment : les syndicats et les partis politiques sont interdits, de même que les journaux nationaux tels que celui des syndicats ouvriers La Voix de l'Érythrée, le drapeau érythréen est également interdit. L'économie est démantelée : des entreprises vendues, des usines démantelées à Addis Abeba. Devant cette négation de tous ses droits, le peuple érythréen résiste, organise des manifestations pacifiques comme celles de 1953 par exemple, contre l'interdiction des journaux et des syndicats, et il adresse des messages à l'ONU.

En 1958, le mécontentement explose et se traduit par de gigantesques manifestations et des grèves qui paralysent le pays quatre jours durant. À Asmara, une grande manifestation populaire contre l'annexion a lieu. L'armée d'occupation éthiopienne réprime sauvagement, faisant plus de 500 morts et blessés.

Ayant fait l'expérience de l'insuffisance des moyens pacifiques de lutte pour imposer l'indépen-

## Afrique du Sud : un policier tué à Soweto

Dimanche, dans la cité noire proche de Johannesburg, un policier qui avait tué de nombreux manifestants lors des émeutes de Soweto, a été tué de plusieurs balles de pistolet.

Le 18 juin dernier, 20 000 manifestants ont commémoré le deuxième anniversaire de la mort d'Hector Paterson, qui fut la première victime de la police lors des événements de Soweto.

## Les troupes de Smith poursuivent des combattants de la ZAPU au Botswana

L'armée rhodésienne a tiré des roquettes et des obus de mortier contre des combattants de la ZAPU qui s'étaient réfugiés au Botswana. Les troupes racistes se sont retirées lorsque l'armée du Botswana est intervenue pour protéger ses frontières. On ignore les pertes.

## Le secrétaire de l'ONU condamne l'agression rhodésienne contre le Mozambique

Le secrétaire général des Nations Unies a condamné samedi l'agression des troupes de Ian Smith contre le Mozambique. Il s'est dit notamment « profondément préoccupé par les nombreuses victimes civiles innocentes de cette agression et par la possibilité de nouvelles attaques, tant qu'une solution politique juste et durable ne sera pas apportée au problème du Zimbabwe ».

Il a également insisté pour que s'ouvrent des négociations avec la participation effective du Front Patriotique du Zimbabwe.

## L'Ethiopie bombarde à nouveau la Somalie

Pour la deuxième fois en trois jours, des bombardiers éthiopiens « Mig 21 » et « Mig 23 » ont franchi la frontière somalienne et bombardé les populations civiles, tuant cette fois-ci un enfant et blessant quatre personnes.

Le raid précédent avait fait 12 morts et 41 blessés. Ces attaques contre la Somalie montrent les difficultés de l'Ethiopie qui bombarde en vain ce pays en espérant atteindre le Front de Libération de la Somalie Occidentale qui a des camps dans la région.

## Communiqué de l'UEIF

« Le 20 juin 78, un de nos camarades résidant à Grenoble a été expulsé de France. Le prétexte de la police française a été les résultats scolaires qui étaient demandés comme condition de renouvellement de la carte de séjour. Notre camarade avait été convoqué dans la matinée à la Préfecture de l'Isère et vers 14 h, il avait été accompagné avec un car de CRS à Lyon pour prendre l'avion pour Téhéran. Les démarches des avocats auprès de la police ont pu aboutir à une expulsion à Bruxelles ».

**Achetez Le Quotidien  
du Peuple  
chaque jour  
dans le même kiosque**

## Elections régionales en Italie

# RECU DE LA DC ET DU PCI

Les élections régionales qui se sont déroulées dimanche dernier dans les régions du Val d'Aoste et de Frioul confirment le recul des partis de la coalition gouvernementale : DC et PCI, et même du PSI qui aurait pu bénéficier de la méfiance à l'égard du gouvernement. On avait déjà pu constater lors des élections régionales précédentes une défiance notable pour les tenants du « compromis historique » au profit de certaines formations qui n'étaient pas marquées par les scandales qui ont abouti dernièrement à la démission du président de la République, Giovanni Leone. Mais les élections les plus marquantes par leur résultat ont sans nul doute été les récents référendums sur la loi d'ordre public et sur le financement public des partis. En effet, pour ce dernier, les électeurs ont indiqué clairement leur dégoût vis-à-vis des grands partis qui gouvernent actuellement l'Italie, avertissement que le PCI a pris au sérieux dans sa décision de hâter la démission de Leone.

Les élections de dimanche constituent donc un rappel à ceux qui gouvernent :

### SUCCEDES LISTES LOCALES

A Trieste, par exemple, la Démocratie Chrétienne perd 3 % des voix, le PCI qui obtient 21,8 %, perd quant à lui 5 % des voix par rapport aux élections législatives de 76 (26 %), 1 % par rapport aux élections régionales de 73. Quant au PSI, il perd 2 % des voix. Le vainqueur inattendu de ces élections est une liste locale : « per Trieste », composée de personnalités de différents partis (Parti Radical, PSI, DC) qui obtient 27 % dans la ville de Trieste même et 6,5 % dans la région.

Le succès de la liste locale à Trieste s'explique

en partie par sa position en faveur de la création d'une zone franche intégrale pour la ville de Trieste, qui aurait pour conséquence certains avantages fiscaux et douaniers pour les habitants. S'opposant en cela au désir de la population, le gouvernement avait signé avec la Yougoslavie le traité d'Ogino qui retirait à Trieste son statut de ville franche.

On constate le même phénomène de rejet des grands partis au profit de petites formations dans la région de Frioul où le « Movimento Friuli » même s'il n'atteint pas les scores de Trieste, confirme avec ses 4,6 % le succès des partis qui prennent plus en compte les problèmes régionaux. D'après les résultats de ces élections régionales, il apparaît que le succès des listes locales

tient en partie à leur meilleur préoccupation vis-à-vis des problèmes des régions contrairement aux grands partis nationaux qui négligent ces questions. Ainsi, à Frioul, le recul des partis de la coalition gouvernementale résulte pour une part de l'insuffisance de l'aide de l'Etat pour venir au secours des populations sinistrées lors du tremblement de terre qui a ravagé la région.

### SONNETTE D'ALARME POUR LE PCI

Les premiers commentaires politiques au sujet de ces élections reflètent toutes les inquiétudes des grands partis traditionnels, sérieusement remis en cause par les électeurs. Le PSI a déclaré que ce vote donne un problème de plus aux grands partis nationaux qui ont démontré qu'ils n'avaient pas compris exactement les mouvements locaux. Pour sa part, le PCI bien qu'il préfère noter la légère progression depuis les précédentes élections régionales sans avouer ses pertes importantes sur les législatives de 76, est obligé de tenir compte néanmoins de l'avertissement des électeurs comme l'indique L'Unita (organe central du PCI) : « Le vote est un signal critique pour le parti, le vote démontre qu'il n'y a pas de déclin du PC mais qu'il y a un problème pour tous les partis ».

Ce qui est une façon de

partager la défaite avec la DC en montrant que la DC elle aussi recule.

### L'ÉCHÉANCE DE JEUDI PROCHAIN

Une autre échéance politique approche : c'est jeudi prochain que les députés, les sénateurs et les élus régionaux doivent élire un nouveau président de la République pour remplacer Giovanni Leone démissionnaire. Quel que soit le candidat désigné par le PS (de Martino, le philosophe Bobio ou le leader de la gauche du PSI : Lombardi) un fait nouveau est apparu ces derniers jours : le PCI soutiendra un candidat de gauche comme il l'a déclaré, donc probablement le candidat du PS. Ce revirement vise pour le PCI à regagner la confiance de son électorat et de ses militants qui ont voté largement pour les référendums proposés par l'extrême gauche récemment. Ainsi, le PCI se trouve de plus en plus coincé dans la contradiction suivante : continuer le « compromis historique » avec la Démocratie Chrétienne et perdre ainsi de plus en plus la confiance des travailleurs ou, comme il est obligé de le faire actuellement, tenir plus compte des rappels à l'ordre des travailleurs même si pour quelques temps cela peut signifier prendre un peu ses distances avec la DC.

Franck ROUSSEL

# SCHMIDT EN AFRIQUE

Le chancelier fédéral Helmut Schmidt entreprend actuellement une visite de cinq jours en Afrique qui le conduit au Nigeria (premier partenaire commercial de la RFA en Afrique) et en Zambie. Le premier voyage d'un chancelier ouest-allemand en Afrique noire se situe clairement dans le contexte des événements récents en Afrique, et les discussions sur la situation en Afrique et le danger de la pénétration soviétique occuperont une place importante dans les entretiens de Schmidt avec les présidents syrien et zambien. La visite de Schmidt intervient à un moment où, suite aux interventions soviétiques au Zaïre et dans la Corne de l'Afrique, la politique de Bonn en Afrique a subi, en quelque sorte, une nouvelle définition. La RFA a soutenu pendant longtemps en paroles le renforcement de l'indépendance des Etats africains et le soutien contre les intérêts des grandes puissances en Afrique

comme buts prioritaires de sa politique, ce qui ne l'a pas empêché d'ailleurs d'entretenir de très bonnes relations avec l'Afrique du Sud, son deuxième partenaire commercial en Afrique. Mais maintenant Schmidt et son ministère des Affaires étrangères voient l'Europe occidentale directement menacée par la pénétration soviétique en Afrique, l'URSS essayant « d'encercler l'Europe occidentale par le sud, en commun avec ses satellites Cuba et la RDA ».

Pour la RFA, il s'agit donc, plus ouvertement que par le passé, et contrairement aux maximes formulées par Willy Brandt et une grande partie du SPD, de sauvegarder ses propres intérêts en Afrique.

La RFA qui, au Zaïre possède par la firme ouest-allemande OTRAG interposée, une base de tir dont une dernière fusée a été lancée le 6 juin, a d'abord manifesté une certaine discrétion quant aux évène-



ments au Zaïre. C'est ainsi que le ministre des Affaires étrangères Genscher n'a applaudi que très prudemment aux interventions franco-belges, que le gouvernement fédéral s'est opposé dans un premier temps à la création d'une force pan-africaine. Malgré ses hésitations face au régime, corrompu et fragile au Zaïre, le gouvernement fédéral estime actuellement qu'il faut soutenir Mobutu « par tous les moyens » et il est d'accord

pour mettre à disposition, lors d'une nouvelle intervention, des avions ouest-allemands du type « Transall » avec des pilotes allemands. Il réclame par contre que les pays anglophones de l'Afrique rejoignent la force panafricaine et que les États-Unis y participent, seule leur participation pouvant garantir le succès d'une telle « démonstration de la force politique » de l'Occident.

A.R

## PROGRAMME TÉLÉ

## Mercredi 28 juin

TF 1

18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes  
19 h 10 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien, raconte  
19 h 50 - Tirage du loto  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - L'inspecteur mène l'enquête  
22 h 25 - Une vie. Maurice Genevoix  
22 h 55 - Journal et fin

A 2

18 h 25 - Dessins animés  
18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Il était une fois le tour  
20 h 30 - Moi, Claude, empereur. Troisième épisode  
21 h 30 - Cartes sur table. Anouar el Sadate  
22 h 35 - Journal et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Cinéma 16. Le rabat-joie. Film TV  
22 h 20 - Journal  
22 h 35 - Ciné regards. Objectif cinéma

## Jeudi 29 juin

TF 1

18 h 55 - Ces animaux qu'on appelle des bêtes  
19 h 10 - Une minute pour les femmes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - L'assemblée nationale  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Le mutant. Feuilleton en 6 épisodes  
21 h 25 - L'événement  
22 h 35 - Ciné première  
23 h 05 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie  
18 h 55 - Des chiffres, des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - L'heure d'été  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - De mémoire d'homme. L'affaire laetitia Touresux  
22 h 50 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionales  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Profession : aventuriers. Film français 1972  
21 h 55 - Journal et fin

Rassemblement  
contre la centrale  
de Boyes

Dimanche 2 juillet a lieu un rassemblement sur le site de la future centrale nucléaire de Boyes en Saône et Loire près de Sennecey-le-Grand.

Festival de  
Saint-Georges  
sur-la-Prée  
(près de Vierzon)

Vendredi 30 juin, samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 juillet, aura lieu un festival parainé par l'«Escargot Folk» et organisé par la «Ravenelle», club folk régional. Trois scènes seront à la disposition des participants, où de nombreux artistes sont attendus, notamment : Una Ramos Echo du Baillou, Gwendal, Mona Lisa, Roger Messone, Bill Kiss, Margot... Un bal folk tous les soirs, animation pour enfants, des groupes peuvent intervenir selon leur gré sur une scène disposée à cet effet.

Divers ateliers, un marché artisanal, un dévitallement, garderie pour les enfants, et un camping aménagé seront à la disposition des fêtards.

Service de cars au départ de la gare de Vierzon.

Groupe Femmes  
Saint-Denis (93)

Les Groupes Femmes

appellent à un rassemblement devant la mairie de Saint Denis (93), le mercredi 28 juin à 19 heures pour condamner et protester contre le viol de la jeune Fatima perpétré par trois flics.

Festival  
Uxellodunum 78

Il aura lieu à Capdenac le Haut (près de Figeac, Lot) les 1<sup>er</sup> et 2 juillet. Durant ces deux jours, à peu près toutes les formes d'expression seront réunies : jazz, folk, pop, rock, théâtre, clown, chanteurs, café-théâtre. Groupes participants : Potemkine, Madrigal, Etron Fou Leloublan, J. Luc Roudières, Alyssum, Skuls Crakers, Ita Est, Réverbère, Perlinpinpin Folk, Radicelles, Les Chiffonniers, Carafon, Chemin des Vignes, Gousse d'Ail, Bluegrass Ramplanplan, Miadiou Filarmonic, Opticiens Diplômés, Groupe 71, Robert Birou, Piero le Clown, Trottoir d'en Face, Le Billan, L'Aiguade, Joan Pau, Alain Collard, Jo Bellamy, Bruno Ruiz, G. Truilhé.

(...) Le festival est organisé par le Comité d'Animation Quercy Rouergue regroupant plusieurs Foyers de Jeunes qui jusqu'à travaillaient dans leur coin avec plus ou moins de succès. Sa réussite sera un facteur important de promotion socio-culturelle dans une région défavorisée, à cause en particulier des carences des pouvoirs publics dans ce domaine.

Le Festival débutera samedi 1<sup>er</sup> juillet à 20 heures. Il est possible de camper et de se restaurer sur place.

Fête des  
radios libres,  
festival  
antibrouille 78

Le collectif de soutien aux radios libres de la Fédération Nationale des Radios Libres non commerciales organise le 1<sup>er</sup> et le 2 juillet 1978 à Yerres un festival «radio libre-expression» dans le parc de Caillebotte.

Plus de soixante groupes de théâtre et de musique apportent leur concours bénévole à cette fête. Des collectifs radios et des groupes vidéo, la «presse libre» et les bandes d'enfants disposeront de stands d'ateliers et d'émetteurs.

Dès samedi matin, collectifs radios et auditeurs quitteront leurs fréquences habituelles pour se joindre aux carnivals et aux fanfares qui sillonneront Paris en direction de la Gare de Lyon.

Des affiches réalisées par Gérard Fromanger et des bons de soutien sont en vente à la permanence de la Fédération (1, rue Keller, 75 011 Paris - 805 07 65) et auprès des collectifs radio ou au Collectif de Soutien (9 rue de Condé, 75 006 Paris).

Les radios libres organisent pendant deux jours la fête la plus colossale de l'année. Qui pourra désormais les faire taire ?

Pour se rendre à Yerres :

— en train par la gare de Lyon. Le parc Caillebotte est à 500 m de la gare (itinéraire fléché)

— en voiture : de la porte de Charenton prendre la N 5 en direction de Melun. Arrivé à Villeneuve Saint Georges, itinéraire fléché depuis le centre ville.

A l'affiche d'Antibrouille 78 :

Théâtre et café-théâtre, rock, hard, reggae, jazz, free, cosmic, nouvelle musique, chansons et animation avec stands radio, vidéos, presse, ateliers d'enfants, en vol de montgolfière, imprimerie, sérigraphie... plus de soixante groupes participeront à ces diverses «disciplines».

ABONNEZ VOUS  
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevat  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Et l'acier fut trempé

159<sup>e</sup> épisode

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Il raconta tout ce qu'il avait ressenti ces derniers mois et une grande partie de ses réflexions dans le parc.

Telle est la situation. J'arrive à l'essentiel. La pagale dans la famille ne fait que commencer. Il faut en sortir pour respirer de l'air frais, le plus loin possible de ce nid, et repartir à zéro. Puisque je suis mêlé à cette bagarre, j'irai jusqu'au bout. Ta vie personnelle et la mienne sont sans joie aujourd'hui. J'ai décidé d'y faire passer une grande flamme. Comprends-tu ce que cela veut dire ? Veux-tu être ma compagne, ma femme ?

Taïa l'avait écouté avec une profonde émotion. Le dernier mot la fit tressaillir de surprise.

— Je n'exige pas une réponse immédiate, Taïa. Réfléchis bien. Ça t'étonne peut-être d'entendre ces choses sans les travaux d'approche habituels. Toutes ces simagrées ne servent à rien. Je te tends la main, petite fille, prends-la. Si tu me crois, tu ne te tromperas pas. J'ai beaucoup de ce qu'il te faut, et inversement. Voilà ma décision : nous nous unissons jusqu'au moment où tu seras un être humain pleinement développé, citoyen conscient de notre société, et j'y arriverai, ou bien je ne vaudrai pas un sou. Notre alliance s'arrête là. Après, tu seras libre de tout engagement. Qui sait ? Il peut se faire que, physiquement, je

devienne une ruine; dans ce cas aussi, je ne serai pas un boulet pour toi.

Pavel se tut quelques secondes et reprit d'une voix tendre, caressante :

— En attendant, je t'offre mon amitié et mon amour.

Il ne lui lâchait pas la main et demeurait calme, comme si déjà elle avait consenti.

— Tu ne m'abandonneras pas ?

— Les paroles, Taïa, ne sont pas une preuve. Tu dois me croire : les gens comme moi ne trahissent pas leurs amis... et souhaitent seulement que ceux-ci en fassent autant, conclut-il amèrement.

— Je ne te répondrai pas aujourd'hui, c'est tellement imprévu.

Kortchaguine se leva.

— Couche-toi, Taïa, le jour va bientôt se lever. Et il gagna sa chambre. Il s'étendit sans se déshabiller et s'endormit dès que sa tête toucha l'oreiller.

Dans la chambre de Kortchaguine, la table près de la fenêtre disparaissait sous des piles de livres rapportés de la bibliothèque du Parti, sous des journaux et des blocs-notes aux pages couvertes d'écriture. Outre un grand lit et deux chaises, il y avait, sur la porte de la chambre de Taïa, une grande carte de Chine, piquetée de drapeaux noirs et rouges. Au comité du Parti, Pavel avait obtenu de recevoir une documentation du cabinet d'études

communistes; on lui avait promis en outre de le mettre en rapport avec le responsable de la bibliothèque du port, la plus importante de la ville, qui se chargerait de l'approvisionnement régulier. Il commença bientôt à recevoir de gros paquets de livres. Lélia le voyait avec étonnement lire et prendre des notes du matin au soir, avec de brèves interruptions pour le déjeuner et le dîner. La soirée, Pavel la passait avec les deux sœurs, dans la chambre de Lélia : il leur racontait ce qu'il avait lu.

Tard après minuit, le vieux, sortant dans la cour, voyait une raie lumineuse filtrer à travers les volets de son voisin importun. Doucement, sur la pointe des pieds, il s'approchait de la fenêtre, observait par la fente la tête penchée sur la table, et ruminait des pensées mauvaises :

« Les honnêtes gens dorment, et celui-là brûle de la lumière toute la nuit et circule dans la maison comme s'il était le maître. Les filles commencent à se rebiffer. »

C'était la première fois depuis huit ans que Kortchaguine avait autant de temps libre et aucune tâche à remplir. Et il lisait avec l'ardeur du néophyte, parfois dix-huit heures sur vingt-quatre. Nul ne sait comment sa santé s'en serait ressentie, si Taïa n'avait pas chuchoté un jour quelques mots :

— J'ai déplacé la commode. La porte de ta chambre s'ouvre maintenant. Si tu as quelque chose à me dire, tu pourras entrer directement, sans déranger ma sœur.

Pavel rougit. Taïa sourit joyeusement. L'alliance était conclue.

(à suivre)

## Moulinex-Alençon

# QUAND LES FEMMES PRENNENT LEUR PLACE DANS LA LUTTE

Reportage de Nadine CHATRAS

● Ce matin, les flics sont toujours dans l'usine. Vers 6 h, les CRS ont été remplacés par des gendarmes mobiles, une cinquantaine environ. Les travailleurs refusent ce matin encore de rentrer avec les flics. Seule une minorité est allée travailler. Ils sont même moins nombreux qu'hier : certains cadres rentrés hier sont dehors ce matin. A Caen, la situation est la même. Dans toutes les usines Moulinex, la lutte continue. Les négociations devraient reprendre aujourd'hui mais rien n'est encore sûr. Les syndicats attendent des propositions un peu plus sérieuses de la direction. Les travailleurs sont décidés à tenir.

L'usine Moulinex à Alençon, comme toutes les usines du groupe, est composée d'une majorité de femmes, essentiellement parmi les OS. L'entreprise Moulin-Légumes, devenue Moulinex en 1954, s'est installée en premier lieu à Alençon. Puis, avec le développement de la « société de consommation », dans les années 60, l'entreprise s'est agrandie dans la même région : Pour les patrons les avantages y étaient évidents : subventions pour cause de « décentralisation », embauche de femmes dans une région où le travail pour celles-ci est plutôt rare. Moulinex est une entreprise en pleine expansion : c'est le premier exportateur français dans le domaine de l'équipement ménager et l'un des premiers sur le plan mondial. Mais les salaires à Moulinex ne suivent guère les profits ! Les bas salaires n'atteignent pas les 2 000 F par mois. Une O.S. m'expliquait qu'avec sept ans d'ancienneté, le plus gros mois qu'elle s'é-

taut fait, s'élevait à 1 950 F !... Il y a peu d'embauche à Moulinex depuis quelques années. Les ouvrières qui sont en lutte, sont là depuis 5, 10 ou même 20 ans. Elles ont vécu d'autres luttes, en particulier celle de 74, et en ont acquis de l'expérience.

### GREVISTES ACTIVES MAIS NON SYNDIQUÉES

Parmi les grévistes les plus actifs aujourd'hui, les femmes sont largement présentes. Cependant peu sont syndiquées. Les syndicats à Moulinex touchent surtout les hommes, en particulier les professionnels : la CFDT par exemple ne compte qu'un tiers de déléguées femmes alors que dans l'usine il y a plus de la moitié de femmes. Mises à part les déléguées dans la lutte, les syndiquées ne sont pas forcément les plus combattives. Certaines même font partie des non-grévistes et sont rentrées à l'usine quand la direction a fait ouvrir les portes par les

flics. Un délégué me citait l'exemple d'une chaîne où seules trois ou quatre filles n'étaient pas syndiquées ; les autres syndiquées faisaient souvent appel aux délégués pour résoudre différents problèmes et conflits quotidiens dans les ateliers. Pendant les débrayages, il est même arrivé qu'elles ne bougent pas. Pourtant, dans la longue épreuve de force qu'est la lutte actuelle, elles sont parmi les plus actives : elles ont débrayé dès le départ et sont là tous les jours depuis.

### LES OBSTACLES A LA SYNDICALISATION

En général, les filles actives et non syndiquées ne sont pas opposées aux syndicats. Mais les obstacles à la syndicalisation sont nombreux : d'abord le manque de temps pour assister aux réunions : si tôt sorties de l'usine, elles doivent, pour la plupart, aller chercher leurs enfants à l'école ou chez la nourrice et faire le travail ménager qui les attend chez elles : « Après 8 h de boulot sur la chaîne, dans un bruit infernal, c'est difficile d'assister encore en plus à une réunion, surtout quand on pense à tout ce qu'il y a à faire à la maison ». Si les réunions ont lieu le samedi, comme a tenté de le faire la commission femmes de la CFDT, les difficultés viennent alors du mari qui ne



veut pas garder les enfants pendant ce temps-là. Certains considèrent aussi que les femmes n'ont pas à se syndiquer.

### LES MENACES DES CHEFS

A cela viennent s'ajouter de multiples autres raisons qui peuvent aller du prix de la cotisation à la peur de se faire remarquer par le chef. La crainte du chef, un homme la plupart du temps, mais pas toujours, est un obstacle considérable à toutes les luttes. D'une part, il y a le fait que les filles qui ne se laissent pas faire, celles qui sont syndiquées, sont re-

pérées par leurs chefs et mises aux postes les plus pénibles. D'autre part, les chefs ont la promesse facile pour dévoyer une fille qui voudrait se syndiquer : il lui promet un poste moins pénible, une promotion probable... Enfin, il y a les menaces directes, l'ambiance de peur qui peut être instaurée par un chef dans l'atelier. L'idée est répandue que de toute façon, le syndicat est là si on a besoin de lui et qu'il défend aussi bien les syndiquées que les non-syndiquées. Par contre, les ouvrières admettent mal qu'il y ait plusieurs syndicats chez les O.S.

### LES FEMMES OCCUPENT L'USINE

Dans la lutte, ces obstacles tombent. La seule chose qui importe alors, c'est de gagner face au patron, et de tenir par tous les moyens. Elles prennent largement en charge l'occupation de l'usine : avant l'intervention des flics, la nuit, il y a avait autant de femmes que d'hommes. Pourtant, il leur a fallu vaincre plus d'une difficulté pour rester toute la nuit ! Dès le début, la CGT a bloqué ces initiatives en voulant appliquer le principe : « Les femmes le jour, les hommes la nuit ». Mais beaucoup de femmes ont expliqué qu'elles n'étaient pas d'accord avec cela : elles devaient prendre en charge la lutte sous tous ses aspects en particulier l'occupation de nuit et ne pas limiter la possibilité d'occuper la nuit aux déléguées mais l'élargir à toutes celles qui le désiraient. C'est effectivement ce qui s'est fait pendant tout le temps où l'usine était occupée. Les autres difficultés qu'elles ont eu à surmonter, c'est le mari qui refuse que sa femme reste : certains sont venus très tard chercher leur femme qui voulaient rester la nuit...

Mais, quand elles ne restent pas sur place, beaucoup de femmes sont là dès 5 h le matin et restent souvent jusque vers 10 h le soir. Vers 8 h 30, beaucoup s'en vont conduire leurs enfants à l'école. Certaines arrivent plus tard, après avoir porté leurs enfants, plus petits, à la nourrice. De même le soir à l'heure de la sortie de la classe, même départ des femmes qui vont reprendre leurs enfants. Certaines ne peuvent revenir que vers 8 h une fois que les enfants sont couchés. Peu à peu l'occupation s'est organisée, pour permettre aux femmes de plus participer encore.

## Renault-Flins

# LES GREVISTES DES PRESSES AGRESSÉS PAR DES NERVIS

● Une ignoble attaque de la direction a eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi contre les grévistes qui occupaient à une centaine l'atelier des grandes presses. Un commando de 200 nervis a mené une attaque fasciste. A coups de barres de fer, ils ont investi l'atelier pour chasser les occupants. Plusieurs blessés ont été dénombrés. Cette scandaleuse pratique qu'on ne peut simplement imputer à une poignée de cadres et de nervis fascisant doit appeler une riposte contre la direction de la Régie qui n'a pas toléré de voir son pouvoir mis en cause par des grévistes qui refusent de céder.

Ce mercredi, les presses tournent avec des jaunes et la maîtrise, sous la garde du commando de la direction. Les OS des presses, toujours en grève, se concertaient sur la suite à donner à leur lutte.

Après la reprise de la grève avec occupation par les O.S. des presses dès mardi matin et les heurts violents mais très limités qui s'en sont suivis avec la maîtrise dont nous avons rendu compte dans le Quotidien d'hier, la journée s'est terminée dans une certaine confusion.

L'équipe du matin bloquait les chaînes de mécanique, celle de l'après-midi était moins nombreuses à le faire et devait se retirer face à la maîtrise. Pendant

ce temps aux presses pas une machine ne tournait ; c'est un fait positif qui marque la capacité des grévistes les plus déterminés à mobiliser avec eux la masse des travailleurs. Pourtant durant le lock-out la direction aurait fabriqué assez de pièces de R 18 pour fournir les chaînes jusqu'à la fin juillet, date de fermeture de l'usine pour les vacances. D'autre part les outils qui permettent d'emboutir les tôles de R 5 et de R 12 ont été démé-

nagés vers d'autres usines ; sans pouvoir le certifier, ce sont les usines de Renault Douai et de Chausson-Gennevilliers qui ont accueilli une partie des outils tandis que d'autres seraient dirigés vers la Hollande et la Roumanie. Dans ce dernier pays en particulier, il est à craindre que la solidarité des ouvriers ne puisse se manifester en refusant le travail des grévistes de Flins, le « socialisme » roumain ne va pas jusqu'à permettre cela.

Mais au delà de la détermination que l'on rencontre chez les grévistes le mouvement de Renault-Flins est caractéristique d'une situation ; comment, dans la période actuelle, rassembler les conditions de la victoire des luttes ? Deux logiques se sont affrontées, celle de la direction qui refuse de céder ; elle ne veut pas accorder le P.1 aux presses car tous les O.S. de la Régie le

réclameraient. De même la direction refuse la moindre augmentation de salaire profitant en cela de la propagande menée autour du plan Barre, pour agiter la menace de crise, cherchant à persuader la masse des ouvriers que 300 F pour tous, c'est trop. Face à cela les grévistes des presses maintiennent la totalité de leurs exigences et depuis le 19 mai, ils ont durci leurs actions. Ils avaient commencé leur lutte sur la défense contre la répression qui frappait l'un d'eux. Les autres revendications sont venues ensuite car elles sont permanentes. La tactique de grève les a conduits à une occupation de l'atelier d'où seuls les flics envoyés en masse pouvaient les déloger. Dans le même temps, les efforts de mobilisation pour étendre la grève à toute l'usine n'étaient pas probants. Pourquoi l'extension n'a-t-elle pas mieux réussi ? Il est vraisemblable que les syndicats, comme

le reconnaît d'ailleurs la CFDT dans une conférence de presse, n'ont pas eu la capacité, avant même que le conflit débute, de mener des campagnes de mobilisation conséquentes. La CGT qui organisait une manifestation place de l'Opéra à Paris aurait même tendance à publier un bulletin de victoire car, dit-elle, « la répression ne frappera pas tous les grévistes ».

67 ouvriers et 5 délégués syndicaux sont aujourd'hui menacés. Pour la plupart immigrés, le licenciement sans indemnité serait un premier pas vers une expulsion de France. « Ils doivent payer pour avoir osé lutter », estime la direction de la Régie. Dès aujourd'hui il est de la première importance que toutes les énergies soient tendues vers la défense de ceux que la direction considère comme des otages.

Bernard PELO

A suivre